

La population du monde francophone atteint 524 millions d'habitants

Ilyes Zouari, Président du CERMF (Centre d'étude et de réflexion sur le Monde francophone).

Après avoir récemment dépassé l'Union européenne, dans ses anciennes frontières incluant le Royaume-Uni, le monde francophone compte désormais 524 millions d'habitants. Une progression essentiellement due à l'Afrique francophone, dont l'émergence démographique et économique mériterait davantage d'intérêt de la part des pays francophones du Nord, et notamment de la France.

En se basant sur les statistiques démographiques détaillées publiées en juillet dernier par le PRB (*Population Reference Bureau*), organisme privé américain et une des références mondiales en matière de démographie, la population du monde francophone, qui avait atteint la barre des 500 millions d'habitants fin 2018, peut être estimée à 524,0 millions au 1er janvier 2021. Soit une hausse de près de 2,3 % sur un an (512,3 millions début 2020), et une population désormais supérieure à celle de l'ensemble constitué par l'Union européenne et le Royaume-Uni (515,8 millions).

524 millions d'habitants début 2021

Cette estimation correspond à la population du monde francophone dans sa définition géographique la plus stricte et la plus sérieuse, qui ne tient compte que des pays et territoires réellement francophones, dans lesquels la population est en contact quotidien avec la langue française, et où l'on peut donc « vivre en français ». Un ensemble qui rassemble 33 pays répartis sur quatre continents, et dans lequel ne sont ainsi pas comptabilisés les territoires non francophones de pays comme la Belgique, la Suisse ou le Canada, tout comme un certain nombre de pays membres à part entière de l'organisation internationale de la francophonie (OIF), mais ne remplissant pas les critères nécessaires afin de pouvoir être considérés comme francophones (tels que le Liban, la Roumanie ou encore le Rwanda).

Et ce, en vertu du fait que le français n'y est pas, seul ou avec une langue locale partenaire, la langue de l'administration, de l'enseignement pour l'ensemble de la population scolaire (au moins à partir d'un certain âge), des affaires et des médias (ou au moins la langue maternelle de la population, sous sa forme standard ou sous une forme créolisée, un peu comme l'arabe

dialectal par rapport à l'arabe standard dans les pays du Maghreb). Dans ce vaste espace, qui s'étend sur près de 16,3 millions de km², soit près de quatre fois l'Union européenne tout entière (et auxquels s'ajoutent de vastes zones économiques exclusives maritimes – ZEE, dont celle de la France, seconde plus grande au monde avec ses près de 10,2 millions de km²), les cinq premiers pays francophones sont aujourd'hui la République démocratique du Congo (RDC, 91,1 millions d'habitants), la France (67,9 millions, territoires ultramarins inclus), l'Algérie (44,8), le Maroc (36,8) et Madagascar (28,1). Vient ensuite la Côte d'Ivoire, en sixième position (26,5 millions). Avec une croissance démographique de 2,3 % en 2020, le monde francophone constitue l'espace linguistique le plus dynamique au monde, devant l'espace arabophone (2,0 %, et 454 millions d'habitants *), et avait dépassé en 2012 l'espace hispanophone dont la population est aujourd'hui estimée à 470 millions d'habitants (+ 1,0 %). Cette croissance devrait demeurer supérieure à celle des autres espaces linguistiques, et porter la population de l'ensemble francophone à un peu plus d'un milliard d'habitants en 2060. Le rythme de cette progression démographique est toutefois sur une tendance baissière, principalement du fait de la baisse continue du taux de fécondité en Afrique subsaharienne francophone, qui s'établit désormais à 5,5 enfants par femme contre 7 enfants en 1975 (cette diminution progressive étant encore masquée par les conséquences démographiques de la hausse de l'espérance de vie).

Au passage, il convient toutefois de rappeler que l'espace francophone demeure assez largement sous-peuplé, même en tenant compte des territoires désertiques ou recouverts par de denses forêts équatoriales. À titre d'exemple, sa population actuelle est à peu près égale à celle de l'ensemble Union européenne – Royaume-Uni, qui est pourtant réparti sur une superficie près de quatre fois moins étendue. Par ailleurs, il convient aussi de rappeler que le chiffre de 300 millions de francophones fréquemment avancé par l'OIF, ne correspond à aucune réalité géopolitique ou économique (la population totale d'un pays ou territoire francophone étant le seul critère à prendre en compte pour évaluer l'importance d'un marché). De même, il est également largement inapproprié d'un point de vue social pour la simple raison que de nombreuses choses de la vie courante se font en français dans les pays et territoires francophones, où l'ensemble de la population est en contact quotidien avec la langue française, y compris dans les zones les plus reculées et dans lesquelles le pourcentage de personnes ayant une bonne maîtrise de la langue française est moins élevé (médias, internet, administration publique, documents commerciaux et comptables...). Toute statistique ne tenant pas compte de l'ensemble de la population des pays et territoires francophones, et diffusée à un large public (au-delà, donc, de certains hauts fonctionnaires, notamment au sein de l'Éducation nationale en vue d'aider à l'élaboration des politiques d'enseignement et de scolarisation), n'a donc pour seule et unique conséquence que d'induire en erreur les acteurs et

décideurs économiques et politiques, ainsi que l'ensemble de la société civile, en dévalorisant considérablement à leurs yeux le monde francophone et la langue française.

L'émergence démographique et économique de l'Afrique francophone

La progression démographique du monde francophone résulte essentiellement du dynamisme de l'Afrique francophone, qui croît actuellement à un rythme annuel de 2,7 % (3,0 % pour sa partie subsaharienne). Ce vaste ensemble de 25 pays rassemble désormais 430 millions d'habitants (ou 82,0 % de la population de l'espace francophone) contre seulement 74 millions en 1950, soit à peu près autant que l'Allemagne seule, à ce moment-là (69,5 millions). Cette même année, la population du monde francophone était d'ailleurs estimée à seulement 128 millions d'habitants, soit quatre fois moins qu'aujourd'hui.

Ce dynamisme de l'Afrique francophone se traduit notamment par la montée en puissance des villes africaines, qui occupent désormais huit des dix premières places du classement mondial des métropoles francophones. À partir des dernières données publiées par l'ONU, dans son rapport « Les villes du monde en 2018 », la capitale congolaise, Kinshasa, conforte sa position au sommet du classement avec une population pouvant être estimée à 14,6 millions d'habitants au 1er janvier 2021, et creusant ainsi considérablement l'écart avec la capitale française, Paris (11,1 millions). Suivent ensuite les agglomérations d'Abidjan (5,3 millions), de Montréal (4,3 millions), de Yaoundé (4,0), de Casablanca (3,8), de Douala (3,7), d'Antananarivo (3,4), de Dakar (3,2) et de Ouagadougou (2,8). Cette dernière viendrait ainsi de ravir la dixième position à la ville d'Alger (2,8 millions), ville « arabo-berbéro-francophone » à l'instar de Casablanca, et qui occuperait désormais la 11e place du classement. Il est également à noter que la capitale haïtienne, Port-au-Prince, arrive juste après en occupant la 12e place (2,8 millions également, après arrondissement). Au cours de l'année 2020, Haïti est d'ailleurs redevenu le pays le plus peuplé de la Caraïbe, avec 11,5 millions d'habitants et devançant Cuba, dont la population est en constante baisse. Il retrouve ainsi une place qu'il avait perdu il y a un peu plus de deux siècles, au cours de la première décennie du 19e siècle.

Mais cet essor démographique s'accompagne également d'un grand dynamisme économique, et notamment en Afrique francophone subsaharienne qui constitue le moteur de la croissance africaine, en plus d'être globalement et historiquement l'espace le plus stable au sud du Sahara (avec le moins de conflits, de tensions ethniques, et une moindre criminalité). Ainsi, cet ensemble de 22 pays a enregistré les meilleures performances économiques du continent pendant sept des huit années de la période 2012-2019, avec une croissance annuelle de 4,4 % en moyenne (5,0 % hors cas très particulier de la Guinée équatoriale), contre 2,8 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Un dynamisme notamment dû aux nombreuses réformes

accomplies par une majorité de pays afin d'améliorer le climat des affaires et de progresser en matière de bonne gouvernance, et qui est particulièrement important dans les pays de l'UEMOA (majeure partie de l'Afrique de l'Ouest francophone), qui continue à être la plus vaste zone de forte croissance de l'ensemble du continent (6,4 % en moyenne annuelle sur la période 2012-2019), en plus d'en être la zone la plus intégrée, devant la CEMAC (qui recouvre une partie de l'Afrique centrale francophone). Ces deux exemples d'intégration poussée, loin devant les autres ensembles régionaux, démontrent d'ailleurs que le panafricanisme est avant tout une réalité francophone.

Grâce à ces avancées, la Côte-d'Ivoire vient, par exemple, de dépasser le Nicaragua en termes de richesse par habitant, pour devenir le premier pays africain au sous-sol globalement pauvre de l'histoire à devancer un pays d'Amérique hispanique, avec un PIB par habitant de 2 286 dollars début 2020 (hors très petits États de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires et ne pouvant être pris en compte pour de pertinentes comparaisons). Une performance réalisée après avoir dépassé le Kenya, et surtout après avoir réussi l'exploit de devancer le Ghana et le Nigeria, deux pays voisins regorgeant de richesses naturelles, pour devenir le pays le plus riche de toute l'Afrique de l'Ouest (le Ghana est le premier producteur africain d'or et le quatrième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, tandis que le Nigeria est le premier producteur continental de pétrole. Tous deux étant à des niveaux de production de très loin supérieurs à ceux de la Côte d'Ivoire). La progression du pays résulte d'une croissance de 8,2 % en moyenne sur la période 2012-2019, soit la deuxième plus forte progression au monde de ces huit années (après l'Éthiopie, dont la performance s'explique principalement par le fait qu'elle était le deuxième pays le plus pauvre au monde début 2012, et qui vient de connaître une guerre civile, fin 2020).

Cette croissance globalement assez rapide de l'Afrique francophone est par ailleurs soutenue par une assez bonne maîtrise de la dette publique, les pays francophones n'étant même qu'au nombre de deux parmi les dix pays les plus endettés de l'ensemble du continent (et n'arrivaient qu'aux 8e et 9e place début 2020, juste avant la crise sanitaire et selon les données révisées du FMI). Par ailleurs, il est à noter qu'il n'y a désormais plus qu'un seul pays francophone parmi les cinq pays les plus pauvres du continent (à savoir le Burundi, avec quatre pays anglophones que sont le Soudan du Sud, pays le plus pauvre du monde, le Malawi, la Somalie et le Soudan).

Échanges, aides au développement et médias : le manque d'intérêt de la France

Pourtant, force est de constater un certain manque d'intérêt de la France pour l'Afrique francophone, qui n'a représenté que 3,6 % de son commerce extérieur en 2019 (dont 1 % pour la partie subsaharienne). Cette situation, qui résulte notamment de la faiblesse des investissements productifs réalisés dans ce vaste ensemble (à l'exception de la Tunisie et du Maroc), se manifeste particulièrement en RDC, pays stratégique qui n'est autre que le plus grand et le plus peuplé des pays francophones du monde, et où l'Hexagone brille par sa quasi-absence. En effet, la part de la France dans le commerce extérieur de la RDC, vaste comme plus de la moitié de l'UE, s'est établie à seulement 1,8 % en 2019, faisant d'elle le 11e fournisseur et le 24e client du pays, très largement derrière la Chine dont la part se situe chaque année autour de 30 %. Toujours en 2019, la RDC n'a donc été que le 107e partenaire commercial de la France au niveau mondial (106e fournisseur et 108e client), et n'a pesé que pour 0,02 % du commerce extérieur français (soit seulement 1 cinq-millième du total, et un montant de 205 millions d'euros).

Cette quasi-absence de la France en RDC se traduit également au niveau de la part des étudiants originaires du pays dans l'ensemble des étudiants présents en France (0,6 % du total pour l'année universitaire 2018/2019, et seulement 1,3 % des étudiants africains), de la part du pays dans les aides françaises au développement (environ 1% en moyenne), ou encore au niveau de la part infime des projets y étant réalisés par les collectivités et structures intercommunales françaises au titre de la coopération décentralisée en Afrique (< 2 %). La France pourrait pourtant, et sans grande difficulté, accroître sa présence en RDC, dont la forte dépendance vis-à-vis du partenaire chinois risquerait, à terme, de nuire à la souveraineté et aux intérêts du pays (la Chine absorbe environ 40 % des exportations de la RDC, dont elle est également devenue le principal créancier bilatéral).

Le manque d'intérêt de la France pour l'Afrique francophone s'observe également dans cet autre pays stratégique qu'est Djibouti, un des six pays de l'Afrique de l'Est francophone et qui est en passe de devenir une plaque tournante du commerce international grâce à sa situation géographique stratégique et à des investissements massifs en provenance de Chine. Dans ce pays, qui a enregistré une croissance annuelle de près de 7 % en moyenne sur la période 2012-2019, la compagnie aérienne Air France n'assure qu'un seul vol hebdomadaire direct avec Paris, contre sept vols directs pour Turkish Airlines en direction d'Istanbul, ou encore trois liaisons pour le groupe Emirates vers Dubaï.

De plus, tout ce qui précède vient s'ajouter à une répartition défavorable des aides publiques au développement versées chaque année par la France, et qui ne bénéficient que très minoritairement au monde francophone. Ainsi, les 27 pays francophones du Sud ne reçoivent chaque année que 15 à 20 % du montant total de ces aides, qui demeurent principalement destinées aux pays membres de l'UE (autour de 50 % chaque année, dont environ 90 % en faveur des treize pays membres d'Europe orientale – UE 13, pourtant déjà assez développés et ne rassemblent que 114 millions d'habitants... soit une enveloppe globale par habitant parfois 10 fois supérieure).

Cette politique d'aide au développement, qui n'a guère évolué depuis plusieurs années, est contraire à toute logique économique ou géopolitique. D'un point de vue économique, parce que les principaux pays bénéficiaires de l'UE s'orientent principalement et historiquement vers l'Allemagne, qui enregistre chaque année une part de marché d'environ 20 % dans les pays de l'UE 13 (19,5 % en 2019), contre toujours moins de 4 % pour la France (3,6 % en 2019, et dont les aides massives reviennent donc quasiment à subventionner les exportations allemandes, politique que l'on pourrait résumer par la célèbre expression « travailler pour le roi de Prusse »). Par ailleurs, toutes les études économiques démontrent clairement que les échanges peuvent être bien plus importants entre pays et peuples partageant une même langue. À ce sujet, un seul exemple suffit à démontrer l'impact économique du lien linguistique : les touristes québécois sont proportionnellement quatre fois plus nombreux que les touristes américains à venir chaque année en France... et à y dépenser. Ce lien linguistique explique également en bonne partie la position globalement bien meilleure de la France en Afrique francophone qu'en Europe de l'Est, en dépit de son manque d'intérêt et de la concurrence chinoise.

Enfin, parce que c'est en Afrique francophone qu'il convient d'investir massivement, d'une part afin de tirer pleinement profit des opportunités et du dynamisme que l'on trouve dans ce vaste ensemble, un de principaux relais de la croissance mondiale, et d'autre part car c'est bien en accélérant l'émergence économique de ce dernier qu'augmentera encore plus fortement le nombre d'apprenants du français à travers le monde, et ce, au bénéfice économique et géopolitique de la France, mais aussi au bénéfice de l'ensemble des pays du monde francophone. Quant au niveau géopolitique, justement, le caractère irrationnel de la politique française d'aide au développement s'explique également par le fait que l'écrasante majorité des 13 pays d'Europe orientale membres de l'UE, et malgré les aides massives versées chaque année par la France, vote régulièrement contre les positions françaises au sein des grandes instances internationales, contrairement à la majorité des pays francophones avec qui la France partage nombre de valeurs et d'orientations communes en matière de politique étrangère.

Ainsi, l'intérêt pour la France de consacrer une part aussi importante de ses aides et de son énergie aux 13 pays d'Europe orientale membres de l'UE est donc extrêmement marginal, en comparaison avec les avantages économiques et géopolitiques qu'elle tirerait d'une nouvelle répartition de ses aides en faveur des pays du monde francophone. En d'autres termes, la prépondérance européenne dans les aides françaises au développement ne fait incontestablement qu'affaiblir la France au niveau international, tant économiquement que géopolitiquement (les deux étant souvent reliés).

Par ailleurs, ce manque d'intérêt des gouvernants français pour le monde francophone a donc naturellement des répercussions très négatives sur le niveau d'intérêt des Français eux-mêmes, qui, maintenus dans une certaine ignorance, ne savent pratiquement rien de ce vaste espace. À titre d'exemple, la quasi-intégralité de la population française ignore tout des Jeux de la Francophonie qui se sont tenus en juillet 2017 à Abidjan (contraste frappant avec la couverture médiatique dont jouissent les Jeux du Commonwealth au Royaume-Uni), de la Basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire (qui n'est autre que le plus grand édifice chrétien au monde, quasi-réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome), du concours musical « The Voice Afrique francophone » (qui fût dans sa saison 2016-2017, relayée par certains médias nationaux africains, le plus grand concours musical au monde en termes d'audience cumulée, avec son équivalent arabophone), ou encore du peuple acadien, que bon nombre de Français situent en Louisiane...

Cette large méconnaissance du monde francophone et de sa dimension mondiale a des conséquences fortement préjudiciables, faisant perdre à bon nombre de citoyens français (investisseurs et société civile) de nombreuses opportunités d'échange et de partenariat mutuellement bénéfiques, et réduisant considérablement l'attachement des Français à leur langue. Eux, qui n'ont jamais été si peu intéressés par la promotion et la diffusion de celle-ci à travers le monde, alors même qu'elle n'a jamais été autant parlée et apprise. Et ce, au grand étonnement des francophones extra-européens, auxquels est aujourd'hui entièrement attribuable la progression constante de l'apprentissage du français dans le monde en tant que langue étrangère, face à une France qui constitue plutôt un frein en la matière (et qui est inconsciente des graves conséquences économiques et géopolitiques de cette attitude irresponsable, et dénotant une certaine immaturité). Au nom de leurs intérêts, les francophones situés en dehors du continent européen ne devraient donc plus suivre le mauvais exemple de la France, pour s'inspirer plutôt du modèle québécois et faire respecter leur langue commune au sein des différentes organisations régionales et internationales dont ils font partie, ou avec lesquelles ils sont en étroite collaboration (et notamment au niveau africain et dans le cadre de leurs relations avec l'Union européenne, d'autant plus que l'Afrique francophone est la partie la plus dynamique, la moins endettée, la plus stable et la moins violente du continent).

De grands efforts doivent donc être faits dans l'Hexagone afin de rattraper un retard considérable en matière d'information et d'éducation. Par ailleurs, l'émergence démographique et économique de l'Afrique francophone devrait en toute logique s'accompagner, à terme, du transfert d'un certain nombre d'institutions panfrancophones des villes du Nord vers celles du Sud, et notamment vers Abidjan et Kinshasa, respectivement troisième et première ville francophone du monde.

** Le monde arabophone recouvre l'ensemble des pays membres de la Ligue arabe (hors Djibouti et les Comores, où la présence de la langue arabe se limite principalement au domaine religieux), ainsi que les territoires majoritairement arabophones de la Turquie, d'Israël, d'Iran, du Mali, du Niger et du Tchad.*